

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

Nom du Projet : Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc-PEEM

N° du Projet : 2018.2113.1-001.00

Pays : Maroc

N° CoSoft :83485092

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83485092** ayant pour objet « **la conception et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles au Maroc** » pour le Projet **PEEM**.

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous format PDF, et uniquement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **25/04/2025**.

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif en un seul fichier pdf, intitulé en **objet** :
83485092_Offre Technique et Dossier Administratif_Nom de votre société.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- Les statuts ;
- Le justificatif d'inscription au registre de commerce « modèle 7 ou modèle J » datant de moins de 3 mois ;

- L'attestation du chiffre d'affaires déclaré des 3 dernières années « modèle AAC241B-16I » délivrée par la DGI ;
- L'attestation des salariés déclarés au 31 décembre de l'année précédente « Réf : 212-3-45 » délivrée par la CNSS ;
- Les attestations de référence d'un volume minimum de 100.000,00 dirhams, d'au moins 2 projets de référence dans le domaine de efficacité énergétique dans l'industrie ou la thermique en industrie et d'au moins un projet de référence au Maroc au cours des 3 dernières années ;
- La déclaration d'éligibilité et d'aptitude remplie cachetée et signée par le soumissionnaire.

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en **objet** :

83485092_Offre Financière_ Nom de votre société.pdf

Veuillez noter que les offres techniques et dossiers administratifs d'une taille supérieure à 30 Mo ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83485092** offre technique et dossier administratif 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83485092** offre technique et dossier administratif 2^{ème} partie

- Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.
- Le soumissionnaire doit proposer un seul CV pour chaque profil demandé conformément aux Tdrs et au schéma d'évaluation de la partie technique des offres.
- Aucune description de l'équipe d'appui (backstopping) n'est requise. Si le soumissionnaire propose une équipe d'appui dans la note méthodologique, celle-ci ne fera pas l'objet d'évaluation. Elle ne doit pas figurer dans l'offre financière. Les CV de cette équipe ne doivent être fournis que si requis au niveau des Tdrs et schéma d'évaluation de la partie technique des offres.
- Tout CV additionnel non demandé dans les TDRs constituera un motif de rejet de l'offre du soumissionnaire.

- **Quand il s'agit d'un pool d'experts, le nombre minimum / maximum d'experts demandé doit être respecté (Optionnel si le pool est demandé dans les TdRs) »**

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de** , avec la mention obligatoire « **83485092_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 13/04/2025.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les soumissionnaires seront notés en premier sur la qualité de leurs offres techniques. Seuls les soumissionnaires qui recevront un pourcentage de **50%** ou plus / 100% pour leurs offres techniques seront considérés pour le dépouillement des offres financières.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

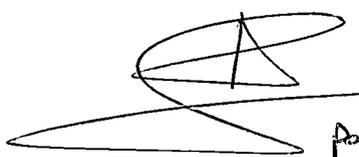
Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) cet appel d'offres n'est pas destiné aux groupements d'entreprises ;
- (b) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (c) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (d) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 04/04/2025

Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Déclaration d'éligibilité et d'aptitude
4. Termes de référence
5. Schéma d'évaluation technique

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

**Annexe 1 :
Conventions Particulières**

N° du contrat : 83485092
Projet : Projet d'appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc-PEEM
N° du projet : 2018.2113.1-001.00
Nom du contractant :

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 4, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA). L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

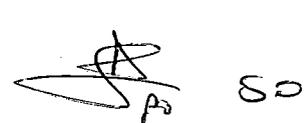
E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flassbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SMFT) : COBADEFFXXX
IBAN : DE45 5004 0000 0588 9555 00



Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du Maroc. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le Maroc n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du Maroc qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

S.O

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le [portail de signalement](#), le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via Integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-js.de => www.giz.de/en • [About GIZ](#) • [Compliance](#) • [Whistleblowing](#).

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs-rices auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9 Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert-e-s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

¹ <https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions->

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> [Doing business with GIZ](#) -> [Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority](#) -> [Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures](#) et ici sous Annexes : [Procurement of materials and equipment](#).

2.8.1. Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte. Dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant n'est autorisé à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations. La GIZ souligne expressément que ses contractants, et leurs propres fournisseurs, sont tous tenus, dans le cadre de l'exécution du contrat, d'observer et de respecter l'ensemble des embargos et autres restrictions commerciales imposés par les Nations unies, l'UE et la République fédérale d'Allemagne. Cela vaut notamment pour les sanctions actuelles de l'UE contre la Russie, la Biélorussie, la Crimée et les régions concernées de l'est de l'Ukraine¹. En conséquence, le contractant a l'obligation contractuelle de ne livrer que des marchandises qui ne tombent pas sous le coup de ces sanctions. En outre, le contractant est tenu d'apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations

[adopted-following russia's-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions](#)

unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point.

2.8.2. Garantie du respect de embargos et autres restrictions commerciales en vigueur

Avant la conclusion éventuelle d'un contrat, la GIZ se réserve le droit de vérifier l'origine ou la provenance des marchandises qui lui sont proposées. Cette vérification vise à garantir le respect des embargos et d'autres restrictions commerciales en vigueur conformément au devoir de diligence de la GIZ. Cela concerne notamment les sanctions de l'UE actuellement en vigueur à l'encontre de la Russie, de la Biélorussie, de la Crimée et des territoires concernés de l'est de l'Ukraine² (et en premier lieu les règlements (UE) n° 833/2014 et 765/2006). En soumettant son offre, le soumissionnaire s'engage vis-à-vis de la GIZ, dans le cas où le marché est susceptible de lui être attribué – à apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Cela comprend notamment l'obligation de remplir, à la demande de la GIZ, une « déclaration sur l'honneur relative à la détermination de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées » et/ou de mettre à disposition les garanties d'origine exigées par la GIZ. Si le soumissionnaire ne remplit pas cette obligation ou ne la satisfait pas dans un délai raisonnable, son offre est rejetée. L'attribution du marché ne peut avoir lieu qu'à l'issue de la vérification de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées. Si cette vérification révèle des indices ou des faits empêchant l'attribution du marché au soumissionnaire, la GIZ en informe immédiatement ce dernier. En outre, dans ce cas, la GIZ se réserve le droit d'attribuer le marché au soumissionnaire suivant dans le classement du concours sous-jacent

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défalqués du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des

postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3. Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération

convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**



Numéro de contrat : 83485092

Sommaire

Numéro de contrat : 83485092	1
Performance économique et financière	1
Performance technique	2
Récapitulatif des projets de référence	3
Déclaration d'intégrité	4
Primauté des règles propres de la GIZ	5

Je déclare / Nous déclarons par la présente :

N° de registre du commerce / autre numéro d'enregistrement de l'entreprise :	
Juridiction / autorité compétente	
Un-e expert-e proposé-e est ou a été lié-e à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ou à l'une des organisations dont elle est issue par un contrat de travail (stage y compris). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme expert-e intégré-e placé-e par le Centre pour la migration internationale et le développement (CIM). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme assistant-e technique détaché-e sur la base de la loi allemande relative aux AT.	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, en tant que _____ sur la période _____ <input type="checkbox"/> OUI, retraité-e de la GIZ <input type="checkbox"/> OUI, collaborateur-riche mis-e en disponibilité
Un-e expert-e proposé-e ou une entreprise avec laquelle l'expert-e est en relation a conseillé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en amont de la présente procédure de passation ou a participé d'une autre façon à la préparation de cette procédure.	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, de la manière suivante :

Performance économique et financière

Chiffres clés de l'entreprise

Votre chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos atteint-il (chaque année) au minimum **660 000 MAD** net ?

- oui
- non

Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés – Appel d'offres public

Le nombre d'employé·e·s au 31 décembre de l'année précédente atteint-il au moins 2 personnes ?

- oui
 non

Performance technique

L'aptitude technique doit être démontrée sur la base d'un maximum de 10 projets de référence. Veuillez reporter dans le tableau « Récapitulatif des projets de référence » les indications pertinentes relatives aux trois dernières années conformément aux critères requis. Les candidats ne répondant pas à ces critères minimaux seront considérés comme non aptes et écartés des étapes suivantes de la procédure.

Conditions minimales requises relativement aux références

L'évaluation de l'aptitude est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de **100 000 MAD**.

Au moins **2** projets de référence dans le domaine de l'Efficacité Energétique dans l'industrie ou la thermique en industrie et au moins 1 projet(s) de référence dans la région / le pays au cours des 3 dernières années.

Nous déclarons par la présente :

La condition minimale concernant les projets de référence dans le domaine demandé est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° du tableau.

La condition minimale concernant les projets de référence dans la région demandée est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° du tableau.

**Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés
d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure
de l'UE – Appel d'offres public**

Récapitulatif des projets de référence (indiquer uniquement des projets de référence dont le volume minimum correspond aux « Conditions minimales requises relativement aux références »)

N°	Intitulé du projet	Commet- tant	Période	Montant du marché en euros	Pays	Région / pays	Expérience technique	Financement par l'APD ¹ (oui/non)	Description du projet (brève présentation du con- tenu de l'action)
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

¹ Indiquer « oui » pour l'APD (aide publique au développement) lorsque le projet de référence a été financé à **au moins 50 %** par des fonds issus de l'APD.

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

Déclaration d'intégrité

§ 1 Déclarations de la GIZ

En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable et œuvre aussi au niveau mondial dans le domaine de l'éducation internationale. Guidée par sa vision du développement durable, la GIZ tient compte d'aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques dans toutes ses actions. Dans ce contexte, les principes d'intégrité, de participation, de transparence et de responsabilité sont pour l'entreprise les piliers essentiels d'une prévention efficace de la corruption.

La GIZ conçoit l'intégrité comme un processus vivant et en constante évolution. Allant au-delà de la lutte anti-corruption, ce processus englobe l'ancrage au sein de l'entreprise de normes, valeurs et directives, par exemple en matière de défense de l'environnement et de protection des droits humains. Le code d'intégrité de la GIZ énonce des règles de conduite claires pour les collaborateurs de l'entreprise. Leur action doit être guidée par des principes tels que l'égalité de traitement, le respect des contrats et le respect des lois, la transparence, la loyauté, la confidentialité et le travail en partenariat. Le respect de ces règles est surveillé par le comité de conformité, le conseiller en matière d'intégrité et le médiateur externe.

Si la GIZ a connaissance de comportements passibles de sanctions pénales en Allemagne et/ou à l'étranger de la part de ses collaborateurs ou d'un soumissionnaire, candidat, contractant ou sous-traitant ou si elle a des soupçons concrets à ce sujet, elle ouvrira une enquête interne et en réfèrera au Parquet si les soupçons se confirment.

Les partenaires commerciaux, partenaires de projet, groupes cibles et le public intéressé sont invités à participer à l'élucidation de faits présumés de corruption. En cas de soupçons fondés relatifs à une violation du code d'intégrité, ils peuvent contacter le conseiller en matière d'intégrité de la GIZ ou le médiateur externe de la GIZ. Ils sont tenus d'observer la plus stricte discrétion et peuvent aussi être contactés en amont si certains points demandent des éclaircissements.

- Conseiller en matière d'intégrité de la GIZ :
Madame Carola Faller (Eschborn), tél. : +49 6196 79-3529 et
Monsieur Hans-Joachim Gante (Bonn), tél. : +49 228 4460-1557
E-mail : integrity-mailbox@giz.de
- Médiateur externe de la GIZ,
M^e Edgar Joussen, avocat, tél. : +49 30 315 18 7-0
E-mail : ombudsmann@ra-ja.de
www.giz.de/ombudsmann

L'entreprise est également soumise aux dispositions du code de bonne gouvernance de l'État fédéral pour les entreprises publiques et observe ses recommandations en matière de transparence. La GIZ publie chaque année sur son site Internet un rapport sur la gouvernance de l'entreprise, dans lequel elle divulgue entre autres les rémunérations des membres du directoire. En ce qui concerne les achats, la GIZ, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, respecte scrupuleusement les prescriptions du droit des marchés publics en donnant la priorité aux appels d'offres publics et en veillant à une stricte séparation des opérations de planification, d'attribution des marchés et de décompte.

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

La GIZ est en outre régulièrement soumise à un contrôle à la fois interne et externe. En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ est contrôlée par la Cour fédérale des comptes.

§ 2 Déclarations du contractant

Le contractant déclare connaître et observer le système de valeurs et d'intégrité de la GIZ décrit plus haut. Il est tenu en particulier de respecter, dès la phase de préparation d'un contrat, les principes d'intégrité énoncés dans les Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (points 1.4, 1.5 et 1.11).

Le contractant, dans la mesure où il s'agit d'une personne morale, prendra des mesures organisationnelles afin d'instruire ses employé·e·s et ses sous-traitants des principes d'intégrité de la GIZ conformément aux points 2.1.4 et 2.4.2.1 des Conditions générales, et s'emploiera à promouvoir et contrôler le respect de ces principes. Le contractant informera ses employé·e·s et sous-traitants de ce que la GIZ a, en la personne de l'avocat M^e Edgar Jousen, mandaté pour le traitement confidentiel de cas suspects un médiateur externe qui garantit le plus strict anonymat aux personnes susceptibles d'apporter des indications utiles, en particulier sur des faits présumés de corruption.

Le contractant déclare qu'il s'abstiendra, dans le cadre de l'exécution du contrat, de passer des marchés de sous-traitance avec des personnes et entités de fiabilité douteuse.

Le contractant s'abstiendra, dans le cadre d'une procédure d'adjudication en cours, d'entrer en contact avec des personnes extérieures à l'entité de la GIZ chargée de la gestion des contrats qui sont impliquées dans cette même procédure. Le contractant sollicitera les renseignements dont il a besoin concernant la procédure d'adjudication en cours exclusivement par écrit auprès de l'unité organisationnelle compétente au sein de la GIZ, la division Achats et contrats, qui coordonne également les réponses à donner aux questions d'ordre technique. Le contractant est parfaitement conscient qu'il risque sinon d'être exclu de la compétition.

Primauté des règles propres de la GIZ

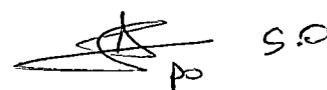
Nous nous engageons à reconnaître la primauté de toutes les clauses qui seront introduites dans la procédure de passation avec les documents du marché par le pouvoir adjudicateur (GIZ) et déclarons qu'hormis les contenus de l'offre soumise, aucun autre contenu provenant, par exemple, de contrats préliminaires ou d'autres documents, et plus particulièrement de nos propres conditions générales, ne sera intégré à l'offre.

En envoyant ce document via la place virtuelle de passation des marchés de la GIZ, je certifie / nous certifions que les informations fournies ci-dessus sont exactes et complètes.

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES SUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE DES CHAUDIERES INDUSTRIELLES AU MAROC.	Numéro du projet / unité de gestion : 18.2113.1-001.00
---	---

0.	Liste des sigles et abréviations	2
1.	Contexte	3
2.	Mission du Contractant	4
3.	Conception.....	13
	Conception technique et méthodologique	13
	Gestion de projet du contractant (1.6).....	13
	Autres exigences (1.7)	14
4.	Concept de ressources humaines.....	14
	Expert-e clé 1 : Expert en efficacité énergétique (chef d'équipe).....	14
	Expert-e clé 2 : Expert thermicien	15
	Expert-e clé 3 : Expert de modélisation financière.....	16
5.	Consignes de calcul.....	17
	Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement.....	17
	Aspects de durabilité en matière de voyages	17
6.	Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	19
7.	Consignes relatives au format de l'offre	19
8.	Option (Reconduction des actions de formation et de réglage pour d'autres groupes) 20	
	Nature et étendue	20
	Conditions à remplir	20
	Consignes de calcul pour les prestations optionnelles	21
	Consignes relatives au format de l'offre de l'option	22
9.	Annexes.....	22

 PO S.D

0. Liste des sigles et abréviations

Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
AMEE	Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
EE	Efficacité Energétique
ER	Energies Renouvelables
EPI	Equipements de protection Individuelle
EPC	Equipements de protection collective
IPEs	Indicateurs de Performance Energétique
JE	Jour(s) d'expert-e
MTEDD	Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable
M&V	Mesure et Vérification
NMD	Nouveau Modèle de Développement
PEEM	Projet d'appui à l'Efficacité Energétique au Maroc
RC	Renforcement des Capacités
SIE	Société d'Ingénierie Energétique
SNDD	Stratégie Nationale du Développement Durable
SNEE	Stratégie Nationale de l'Efficacité Energétique
SME	Système de Management de l'Energie
TdR	Termes de référence
WP	Work Package

1. Contexte

Contexte et présentation du projet « PEEM »

Le développement de l'activité économique et l'amélioration des revenus et des conditions de vie ont entraîné une augmentation de 32 % de la consommation d'énergie finale au Maroc entre 2007 et 2017. Près de 90 % de cette énergie provenait des combustibles fossiles. Les coûts élevés de l'énergie pèsent lourdement sur le développement économique et le budget de l'état. L'industrie, les bâtiments et l'éclairage public font partie des cinq secteurs les plus énergivores, avec l'agriculture et les transports.

En réponse, le Maroc a développé sa stratégie nationale énergétique - horizon 2030 qui promeut l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables en tant que levier incontournable d'accélération de sa transition énergétique, relevant ainsi l'objectif national de réduction de la consommation d'énergie finale à 20%. Dans cette perspective, une Stratégie Nationale de l'Efficacité Energétique 2030 (SNEE) a été publiée en 2020 avec des plans d'actions spécifiques aux secteurs énergivores. Le gouvernement actuel a identifié comme priorité la transition vers une énergie durable et décarbonée qui s'aligne, entre autres, avec les orientations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) ainsi que de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Maroc. Ces stratégies prônent la sobriété énergétique à travers l'efficacité énergétique (EE) et s'appuient sur un cadre institutionnel, juridique et financier innovant permettant le développement d'un portefeuille de projets structurants dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Dans ce cadre, le **Projet d'appui à l'Efficacité Energétique au Maroc – PEEM** financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre conjointement avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH GIZ et le Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable (MTEDD) et ses agences d'exécution, l'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique (AMEE) et la Société d'Ingénierie Energétique (SIE), appuie les partenaires publics, privés et de la société civile concernés dans l'atteinte des objectifs nationaux de réduction de la consommation d'énergie finale et sur la transition vers une économie verte et décarbonée.

PEEM est un projet à portée nationale avec deux régions focales du Souss Massa et de l'Oriental. Il est étalé sur la période de janvier 2021 à juin 2026 et vise la réduction de la facture énergétique dans le **bâtiment, l'industrie et l'éclairage public**, en assurant un passage d'usage des énergies fossiles à l'exploitation des potentiels importants en matière d'EE. Ces trois secteurs à forte consommation d'énergie ciblés par la SNEE et jugés des leviers incontournables d'accélération de la transition énergétique.

Dans l'industrie, les chaudières de production de la vapeur sont très utilisées et sont parmi les postes les plus consommateurs de l'énergie. Le ratio de cette consommation varie d'un secteur à l'autre et peut représenter plus de 85% de l'énergie totale consommée par site, et presque 100% de l'énergie thermique utilisée dans certains cas. L'optimisation de cet usage énergétique aura un impact profitable et rentable en matière de réduction des coûts de production, d'augmentation de la durée de vie de l'équipement, du maintien de la qualité du produit et de réduction des émissions des polluants.

Dans le cadre des différentes actions entreprises par le projet pour stimuler la demande de produits et de services d'efficacité énergétique (EE) et accompagner les acteurs publics et privés dans la mise en œuvre des mesures d'EE, il est prévu d'accompagner les prestataires de services et les entreprises industrielles pour améliorer les performances énergétiques des chaudières, à travers des actions de formation en matière d'optimisation des chaudières industrielles et la réalisation d'une campagne de leur réglage.

2. Mission du Contractant

Le Contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

- Conception, préparation et animation d'un total de 6 sessions de formation (2 sessions par groupe) sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles au profit d'une cinquantaine de prestataires de service et une vingtaine entreprises industrielles divisés en 3 groupes ;
- L'accompagnement de 20 entreprises industrielles à effectuer des missions de réglage de leurs chaudières, appuyés par les prestataires de services ayant poursuivi et réussi la formation sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles ;
- Production des produits de connaissance et organisation d'un atelier de restitution, récapitulant les actions réalisées de réglage des chaudières et leur impact sur la performance et la réduction des gaz à effet de serres.

Work Package 1 : Conception, préparation et animation des sessions de formation sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles

La formation sur l'efficacité énergétique du poste « chaudière » a pour objet de doter les prestataires de services et des agents techniques des entreprises industrielles des compétences requises en matière de l'efficacité énergétique des chaudières, et ce, par (i) la présentation des concepts de base sur le fonctionnement des chaudières et l'efficacité énergétique (rendement des chaudières, pertes thermiques, etc.), (ii) la présentation des techniques pour optimiser les performances des chaudières et des processus pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre & de polluants, (iii) la sensibilisation à l'importance de la maintenance régulière pour garantir des performances optimales ainsi que (iv) l'analyse économique et financière des projets et des mesures d'Efficacité Energétique pour le poste « chaudières ».

Public cible : La formation est destinée à environ 70 personnes présentées comme suit :

- 50 prestataires de services spécialisés dans les chaudières, qui comportent :
 - Producteurs, fournisseurs de solutions, opérateurs d'installation, responsables de la maintenance, etc. ;
 - Bureaux de Contrôle ;
 - Bureaux d'Etudes Techniques de dimensionnement ;

- 20 entreprises industrielles¹, avec un potentiel d'économie d'énergie dans leur poste « chaudière », représentées par leur responsable énergie ou agent de maintenance.

Le choix des participants aux actions de formation se fera de concert avec les partenaires du projet.

Ces formations se dérouleront au profit de 3 groupes, à travers deux sessions de RC de 3 jours pour chaque groupe et seront adaptées à la nature du public cible.

Contenu : Les sessions de formation traiteront les thèmes suivants (liste non exhaustive) :

Introduction à l'efficacité énergétique : Présentation du contexte global et national et de l'importance de l'efficacité énergétique, notamment dans le secteur industriel. L'objectif sera de :

- Comprendre les avantages économiques et environnementaux de l'efficacité énergétique ;
- Analyser la consommation d'énergie et ses impacts environnementaux ;
- Évaluer les enjeux énergétiques spécifiques à l'industrie ;
- Connaître le cadre réglementaire et normatif de l'efficacité énergétique au Maroc.

Concepts de base de la Thermique : Présentation des principes de la thermodynamique, de l'énergie, de la chaleur, de la combustion et de la conversion d'énergie. Ce module consiste à renforcer les capacités des participants, notamment sur :

- La définition des grandeurs physiques relatives aux échanges thermiques ;
- La reconnaissance des différents modes de transferts thermiques ;
- Le choix approprié des sources d'énergie thermique (combustible fossile, récupération d'énergie, source électrique, valorisation de biomasse...) ;
- La reconnaissance des lois régissant les transferts thermiques ;
- Le choix judicieux des méthodes d'évaluation de l'efficacité de transfert thermique.

Principes de fonctionnement des chaudières : Présentation des différents types des chaudières utilisées en industrie (conventionnelles, biomasse...), identification et description technique de leurs composants (Bruleurs, échangeurs de chaleurs, systèmes d'appoint, dispositifs de protection, isolants, dispositifs de régulation, système de traitement d'eau, équipements auxiliaires tels que les économiseurs et préchauffeurs...) et du fonctionnement des chaudières (processus de combustion et production de la chaleur). Il est demandé de mettre l'accent sur :

- Le type de chaudière le plus utilisé dans l'industrie nationale ;

¹ Les formations ne se limitent pas un secteur industriel défini mais concerne le poste « chaudière » pour les différentes industries.

- Les chaudières à biomasse pour doter les participants des informations utiles pour accompagner les éventuels projets d'introduction des chaudières à biomasse, à même d'appuyer les efforts de décarbonation de l'industrie marocaine (Types de biomasse et caractéristiques des combustibles, avantages et inconvénients des chaudières à biomasse, cas pratiques d'utilisation de ce type de chaudières au Maroc, contexte national, etc).
- Les chaudières électriques, les chaudières à condensation et les dernières avancées en matière de chaudières performantes dans la perspective d'appuyer les efforts de décarbonation, et la préparation de la transition vers des chaudières de nouvelle génération.

La sécurité est un élément crucial à intégrer dans la formation.

Réglementations et normes : Présentation des réglementations environnementales et les normes industrielles et de sécurité en matière des chaudières.

Techniques d'optimisation : présentation des différents postes à vérifier et des différents aspects en relation avec l'optimisation des chaudières : choix des brûleurs, réglage de la combustion, récupération de chaleur au niveau des fumées, récupération des condensats, traitement de l'eau d'alimentation et suivi de qualité d'eau d'appoint, préconisation des équipements auxiliaires tels que les économiseurs et préchauffeurs, gestion de la pression et de la température, amélioration de l'isolation des parois des chaudières, maintenance et entretien etc.

Il est aussi souhaité de présenter les dernières innovations et technologies en relation avec les chaudières et qui permet aussi d'électrifier et décarboner les chaufferies industrielles par l'intégration des solutions d'énergie renouvelable à savoir le photovoltaïque pour faire fonctionner les chaudières électriques ou bien le solaire thermique à basse concentration pour intégrer les chaufferies conventionnelles existantes.

Diagnostic énergétique : Comment réaliser un diagnostic énergétique pour le poste chaudière afin d'identifier les sources de gaspillage d'énergie, les recommandations d'amélioration des conditions de travail de la chaufferie et les moyens d'optimisation des performances énergétiques, tout en mettant l'accent sur l'établissement du bilan énergétique et de matière des chaudières industrielles et le calcul du rendement (rendement de combustion, rendement de fonctionnement, rendement saisonnier...).

Etudes de cas pratiques : Analyser des exemples concrets de projets d'amélioration des performances des chaudières industrielles.

Analyse économique et financière : Réaliser l'analyse économique et financière des mesures d'Efficacité Energétique pour le poste « chaudière », avec présentation des mécanismes de financement potentiels, orientation dans le financement, préparation et validation des Business Plans.

NB :

- Le contenu des formations doit être adapté aux besoins des participants.
- Le contenu de la formation est à adapter également selon la nature du public cible. Une différenciation devra être assurée en fonction de leur degré de technicité. (Par exemple une partie commune à l'ensemble du public cible et une partie avancée nécessitant une expertise particulière).

Durée

La formation est prévue sur une durée de 6 jours, englobant 50% pour les fondements théoriques et 50% pour les aspects pratiques, qui englobent des études de cas, des exercices de simulation et visite sur site. Cette durée englobe également l'évaluation.

Les jours de formation seront répartis sur deux sessions. Trois groupes de formation sont à prévoir, combinant les opérateurs de service et les entreprises industrielles.

Le détail de la répartition des jours de formation fait partie de la proposition de la méthodologie du Contractant dans le livrable « L1.1 note de cadrage ». La répartition retenue sera celle convenue entre la GIZ, ses partenaires et le Contractant.

Déroulé

La formation englobera, au moins les aspects suivants :

- Présentation des fondements théoriques sur les principes et les technologies liées aux chaudières et à leur efficacité énergétique ;
- Présentation des cas d'études pratiques ;
- Réalisation des exercices pratiques et simulation, par exemple l'ajustement des paramètres d'une chaudière, etc
- Organisation de visites d'usines ou d'installations de chaudières industrielles pour voir de près les systèmes en fonctionnement et faire une démonstration de réglage par le Contractant. Il est demandé d'organiser des visites d'usine ayant mis en place des mesures d'optimisation.
- Evaluation des acquis : Prévoir une évaluation finale de la formation pour s'assurer du degré d'assimilation des connaissances.

Il y a lieu de souligner qu'il est attendu de développer, en plus des supports de formation, un livret technique opérationnel thématique, en relation avec l'optimisation du poste chaudière. Ce livret devrait contenir l'essentiel de l'information en relation avec le fonctionnement et l'optimisation des chaudières et les thèmes abordés dans la formation. Ce livret fera partie des livrables du WP3, ci-dessous.

Evaluation

Il est demandé de réaliser une évaluation préalable des participants, avant la formation, pour évaluer leurs connaissances en matière des thématiques en lien avec les chaudières et l'efficacité énergétique et une autre évaluation à chaud, après l'organisation de la formation, afin d'évaluer le degré d'assimilation du contenu de la formation et mesurer leur évolution dans ce sens.

Une évaluation à chaud sur le déroulé global de la formation est à prévoir également. Cela permettrait de sonder le retour des participants par rapport à l'organisation de la formation, sur les aspects techniques (formateur, contenu, pertinence...), logistiques (lieu, moyens utilisés...) et organisationnels (durée, approche, travaux de groupes, cas pratiques, etc) afin d'en tenir compte dans le cadre des prochaines sessions de formation.

Lieu

Il est prévu de réaliser les prestations de formation et de réglage des chaudières industrielles au niveau des emplacements suivants :

- Un groupe au niveau de la ville d'Agadir (lieu à préciser ultérieurement)
- Un groupe au niveau de la ville de Marrakech, au niveau du centre de formation de l'AMEE « Green platform » à Marrakech
- Un groupe au niveau de la ville de Casablanca (lieu à préciser ultérieurement).

Livrables Work Package 1

- L1.1 Note de cadrage élaborée à la suite de la réunion de lancement de la prestation, définissant notamment, la méthodologie de travail, le déroulé pédagogique de la formation, la répartition des groupes et le format des sessions de formation ;
- L1.2 Modules de formation en format éditable (partagés au moins deux semaines avant les dates des séances pour validation) et toute autre documentation utile (logiciels, notes de calcul ou feuilles de calcul Excel en relation avec les thématiques de la formation) ;
- L1.3 Rapport provisoire d'évaluation de la formation, incluant une synthèse du déroulement de chaque session de formation, le programme, la liste des participants et une évaluation à chaud ;
- L1.4 Rapport final d'évaluation de la formation, incluant une synthèse du déroulement de l'ensemble des sessions de formation, le programme, la liste des participants, l'évaluation à chaud et le résultat de l'évaluation des acquis.

Work Package 2 : Préparation, supervision et réalisation des campagnes de réglage des chaudières industrielles.

A l'issue des sessions de formation du WP1, le Contractant organisera des sessions de réglage des chaudières industrielles chez les entreprises industrielles ayant bénéficié de la formation et souhaitant optimiser leur poste chaudière.

Ces actions de réglage seront réalisées par les prestataires de services ayant poursuivi et réussi la formation, sous la supervision du Contractant. Cette action permettra à ces prestataires de services de mettre en pratique les connaissances acquises lors des sessions de formation et permettre aux entreprises d'optimiser leurs chaudières, réduire les coûts d'exploitation, de se conformer aux réglementations environnementales et de réduire leur empreinte carbone.

Lors de la préparation et la réalisation des actions de réglage, le prestataire doit se conformer aux exigences de sécurité et veiller à ce que les mesures de sécurité sont bien prises par les prestataires de service et les représentants des entreprises industrielles qui mènent des opérations de diagnostic ou de réglage des chaudières.

Le Contractant est tenu de s'assurer du port des Équipements de Protection Individuelle (EPI) lors des interventions.

Les actions de réglage dans cette campagne ne concernent que les actions ne nécessitant aucune autorisation préalable ou de modification structurelle, ne nécessitant pas des investissements spécifiques et ne présentant pas de risque.

Activités

Le Contractant est tenu de réaliser les activités suivantes (liste non exhaustive) :

- Planification et préparation des actions de réglage, notamment :
 - o Constituer les groupes de travail englobant pour chaque groupe une entreprise industrielle et deux prestataires de service ;
 - o Spécifier l'objet et le scope de la mission de réglage ;
 - o Préparer la documentation qui sera utilisée lors du diagnostic et des campagnes de réglage ;
 - o Préparer les équipements de mesure et EPI/EPC qui seront utilisés ;
 - o Définir le calendrier de réalisation de la campagne de réglage.

- Réalisation de l'analyse initiale des chaudières industrielles en collectant et analysant les données telles que : Nombre de chaudières de chaque entreprise, informations sur Age, type, capacité, durée moyenne d'utilisation, historique de fonctionnement, consommation du combustible, performance, coûts de fonctionnement de chaque chaudière, etc. ;
- Faire une introduction/sensibilisation (aux prestataires de service et entreprises industrielles) sur le déroulement global et l'organisation des actions de réglage, ainsi que des mesures de sécurité à respecter ;
- Réalisation des actions de diagnostic pour identifier les problèmes potentiels, faire les mesures de performances actuelles des chaudières (ex : efficacité énergétique, taux de combustion, émissions de gaz...) ;
- Mise en œuvre des actions de réglage ;
- Vérification des performances après l'intervention de réglage ;
- Identification et priorisation d'autres actions d'optimisation envisageables avec leur estimation des économies potentielles ;
- Documentation des interventions réalisées, des mesures avant et après intervention et des résultats obtenus.

Equipements

La GIZ et ses partenaires mettront à la disposition du Contractant les équipements suivants aux fins d'utilisation exclusive dans les campagnes de réglage inscrites dans ce marché :

Désignation	Type	Model	Quantité
Analyseur de gaz	340	Testo	2
Thermomètre infrarouge	64 MAX	Fluke	2
Thermomètre à tige de 24 pouces	k800-600	Kessler	2
Caméra infrarouge	M30	Hikmicro	1
Analyseur de Combustion	440	Testo	1

- Le Contractant s'assure de l'utilisation de ces équipements dans les règles de l'art et s'engage de les utiliser exclusivement dans le cadre du présent marché ;

- A l'issu des interventions de réglage, le Contractant est tenu de rendre les équipements fournis par la GIZ et ses partenaires, dans l'état de remise de ces équipements au Contractant. Une décharge sera préparée dans ce sens par la GIZ et ses partenaires.
- Le Contractant est tenu de s'assurer de la disponibilité des EPI pour l'ensemble des personnes qui interviendront dans les campagnes de réglage.

Livrables Work Package 2

- L2.1 Dossier de préparation et planification de la campagne de réglage comportant, notamment, l'objet, le scope, les documents à utiliser, la liste des équipements, la constitution des groupes, le calendrier de mise en œuvre ;
- L2.2 Présentation PPT d'information et sensibilisation des entreprises industrielles et des prestataires de service quant à la campagne de réglage à réaliser ;
- L2.3 Rapport de diagnostic et des actions de réglage réalisés, y compris l'analyse initiale (pour chaque campagne de réglage) ;
- L2.4 Plan d'action incluant d'autres actions d'optimisation envisageables avec leur estimation des économies potentielles (pour chaque campagne de réglage) ;
- L2.5 Rapport de synthèse de l'ensemble de la campagne de réglage, récapitulant les diagnostics et les interventions réalisés, les mesures avant et après intervention et les résultats obtenus.

Work Package 3 : Préparation de produits de connaissance et restitution du RC sur l'EE des chaudières industrielles.

Suite à la réalisation de la campagne de réglage, le contractant est appelé de :

1. Préparer des fiches d'études de cas qui récapitulent les actions de réglage réalisées, en spécifiant la méthodologie, la consistance, le scope, les actions menées et les résultats obtenus. Ces fiches d'études de cas ont pour objet de communiquer sur les actions réalisées et partager les leçons ou apprentissages applicables à des cas similaires. L'objet étant d'inciter et d'orienter d'autres entreprises industrielles à mener des actions de réglage et d'optimisation de leurs chaudières.

Selon la nature des actions de réglage réalisées, le Contractant proposera l'approche de production de ces fiches d'études de cas (Ex. Fiche d'étude de cas groupée par nature d'actions, par types d'entreprises/Industries, une fiche d'étude de cas globale etc.).

- Ces fiches d'études de cas devront être concises et bien présentées sous forme infographique (environ 5 pages au total).
2. Elaborer un livret technique simplifié opérationnel (environ une vingtaine de pages) sur le thème d'optimisation des chaudières industrielles. Ce livret devrait contenir l'essentiel de l'information en relation avec le fonctionnement et l'optimisation des chaudières et les thèmes abordés dans la formation. L'objet de ce livret est de valoriser les supports et documents utilisés dans le cadre de la formation en vue de le partager à plus grande échelle.
 3. Assurer la conception et la mise en page infographique des fiches d'études de cas et du livret technique simplifié afin de garantir une présentation claire, attractive et professionnelle des informations. Il est, notamment, demandé d'assurer :
 - La structuration et l'harmonisation des éléments textuels et visuels pour une lecture fluide et intuitive, selon la charte graphique à communiquer par le projet ;
 - L'intégration d'illustrations, d'infographies, de schémas et de tableaux facilitant la compréhension des données techniques ;

- L'optimisation du livret pour une diffusion imprimée et numérique, avec des formats adaptés à ces usages ;
- La livraison des fichiers sources et des versions finales en haute qualité.

4. Organiser un atelier de restitution en collaboration avec la GIZ et ses partenaires. Le Contractant sera responsable de contacter les entreprises, les prestataires de service, les inviter à l'atelier de restitution, suivi de leur confirmation et donner un appui à la GIZ dans le suivi logistique pour le déroulement de l'atelier de restitution.

Livrables Work Package 3

- L3.1 Fiche (s) d'Etude de cas récapitulant les actions de réglage réalisées, les leçons apprises et les résultats obtenus avec mise en page infographique (y compris les fichiers source);
- L3.2 Livret technique simplifié opérationnel sur le thème d'optimisation des chaudières industrielles avec mise en page infographique (y compris les fichiers source) ;
- L3.3 Dossier de l'atelier de restitution (PPT de présentation et rapport de participation à cet atelier de restitution).

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

Jalons / étapes du processus / prestations partielles	Date / lieu / responsable
Work Package 1 : Conception, préparation et animation des sessions de formation sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles	
- Réunion de Kick-off	T0 (date prévisionnelle 21 avril 2025)
- L1.1 Note de cadrage définissant notamment, la méthodologie de travail, le déroulé pédagogique de la formation, la répartition des groupes et le format des sessions de formation	T1= T0+ 5j
- L1.2 Modules de formation en format éditable et toute autre documentation utile	T1+ 15 j (partagés au moins deux semaines avant les dates des séances pour validation)
- L1.3 Rapport provisoire d'évaluation de la formation, incluant une synthèse du déroulement de chaque session de formation, le programme, la liste des participants et une évaluation à chaud	Une semaine après la tenue de chaque session de formation
- L1.4 Rapport final d'évaluation de la formation, incluant une synthèse du déroulement de l'ensemble des sessions de formation, le programme, la liste des participants, l'évaluation à chaud et le résultat de l'évaluation des acquis.	T0+3 mois (Les actions de formation sont à réaliser au plus tard dans les 3 mois suivant le démarrage de la prestation.) Le rapport final est à remettre une semaine après la fin de l'ensemble des sessions de formation
Work Package 2 : Préparation, supervision et réalisation des campagnes de réglage des chaudières industrielles.	

- L2.1 Dossier de préparation et planification de la campagne de réglage	T0+ 2 mois
- L2.2 Présentation PPT d'information et sensibilisation quant à la campagne de réglage à réaliser	T0+ 2 mois
- L2.3 Rapport de diagnostic et des actions d'optimisation réalisées (max 4 rapports/5 entreprises par rapport)	T0+ 6 mois (Les actions de diagnostic et de réglage doivent se réaliser dans les 6 mois suivant le démarrage de la prestation) Le rapport de diagnostic est à remettre 10 j après la réalisation des actions de diagnostic et de réglage de chaque groupe d'entreprises.
- L2.4 Plan d'action d'autres actions d'optimisation à réaliser (max 4 plans d'actions/5 entreprises par plan d'action)	10 j après la réalisation des actions de diagnostic de chaque groupe d'entreprises
- L2.5 Rapport de synthèse de la campagne de réglage réalisée	T0 + 7 mois (15 j après la fin des interventions de réglage)

Work Package 3 : Préparation de produits de connaissance et restitution du RC sur l'EE des chaudières industrielles.

- L3.1 Fiche d'étude (s) de cas récapitulant les actions de réglage réalisées, les leçons apprises et les résultats obtenus	T0+ 7 mois (Au plus tard 1 mois après la réalisation des réglages).
- L3.2 Livret technique simplifié opérationnel sur le thème d'optimisation des chaudières industrielles	T0+ 5 mois
- L3.3 Dossier de l'atelier de restitution (PPT de présentation et rapport de participation à cet atelier de restitution).	T0+ 8 mois (L'atelier de restitution est à programmer dans les deux mois suivant la finalisation des actions de réglage). Dossier de l'atelier de restitution à remettre une semaine après la tenue de l'atelier.

Durée de la mission : du démarrage de la mission (prévue le 21 avril 2025) au 31 Décembre 2025.

Langue de travail : Français

Tous les livrables convenus dans le cadre de la prestation seront propriété intellectuelle de la GIZ et de ses partenaires. Ils doivent être bien structurés, livrés en version accessible et éditable. Ils devront aussi prendre en compte la charte graphique qui sera transmise par l'équipe GIZ en charge de la présente prestation (en version exploitable). Cette charte graphique est à utiliser uniquement pour cette prestation. Les livrables revêtent un caractère confidentiel et privé. Par conséquent aucune communication ou publication, quelle que soit sa forme, ne serait autorisée sans l'accord préalable et écrit de la part de la GIZ et des entreprises concernées.

Le canevas ainsi que les informations spécifiques par thème seront transmis par l'équipe du projet.

Note : En cas de restrictions dues aux diverses circonstances en dehors du contrôle de la GIZ comme la non-disponibilité des partenaires marocains à titre d'exemple, la GIZ et le Contractant sont tenus d'adapter de bonne foi leurs prestations contractuelles aux nouvelles circonstances, par exemple en ce qui concerne la période de prestation, le contenu de la prestation et, si nécessaire, la rémunération.

3. Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du Contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire et de la GIZ (1.5.1). La présentation des actions pour encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2) n'est pas requise.

Gestion de projet du contractant (1.6)

Il n'est pas requis du soumissionnaire d'expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ (1.6.2). Il doit tenir compte des exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

- Le Contractant est responsable de la sélection, de la préparation, de la formation et du pilotage des experts (internationaux et nationaux, à court et à long terme) affectés à l'exécution des tâches de conseil.
- Le Contractant gère les coûts et les dépenses, les processus comptables et la facturation conformément aux exigences de la GIZ.

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel (1.6.2)** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert-e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

Autres exigences (1.7)

NA

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Expert-e clé 1 : Expert en efficacité énergétique (chef d'équipe)

L'expert en efficacité énergétique doit faire preuve d'une expertise avérée dans l'efficacité énergétique, principalement du poste « chaudière » dans l'industrie avec une connaissance des principes de la thermodynamique, des différentes normes et les meilleurs pratiques d'optimisation, justifiant une pratique sur terrain pour le réglage, la maintenance, la réalisation de bilan énergétique des chaudières industrielles et la mise en place de solutions de leur optimisation.

Tâches de l'expert-e clé 1

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le Contractant (qualité et respect des délais)
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert-e-s en mission de courte durée
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis
- Assumer la responsabilité de préparation et d'animation des sessions de formation sur l'efficacité énergétique des chaudières industrielles
- Animation active des sessions de formation et leur évaluation
- Préparation et pilotage des campagnes de réglage des chaudières.

Qualifications de l'expert-e clé 1

- Formation (2.1.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures/Master/BAC+5) en ingénierie industrielle, énergétique, thermique, électrique, l'EE dans l'industrie ou autres thématiques liées à la gestion de l'énergie dans l'industrie qui font objet de cette mission

- Langue (2.1.2) : connaissances de niveau C1 *du cadre européen commun de référence (A1-C2)* en Français
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : 8 ans d'expérience professionnelle dans le secteur industriel, les projets d'EE et de gestion de l'Energie dans l'Industrie
- Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) : 7 ans d'expérience professionnelle dans l'analyse des projets d'EE dans l'industrie en relation avec les chaudières, les audits énergétiques, le diagnostic des chaudières industrielles, les systèmes de gestion de l'énergie thermique, et autres thématiques liées à la gestion et l'optimisation des chaudières objet de cette mission
- Expérience de direction / de management (2.1.5) : 3 ans d'expérience dans la direction d'équipe dans le cadre de projets de CD ou comme cadre en entreprise
- Expérience régionale (2.1.6) : 3 ans d'expérience dans des projets d'EE des chaudières industrielles au Maroc
- Expérience de la coopération au développement (2.1.7) : sans objet
- Divers (2.1.8) : Expérience dans la préparation et l'animation des sessions de formation destinées à des professionnels et agents techniques (1 attestation).

Expert-e clé 2 : Expert thermicien

Expert maîtrisant les principes de la thermodynamique, de la chaleur et de l'énergie, ayant des connaissances des différents types de chaudières industrielles (fioul, gaz, biomasse...) et de leur fonctionnement, justifiant une expérience pratique sur le terrain en matière de solutions des chaudières.

Tâches de l'expert-e clé 2

- Contribution à la préparation des modules de formation et des contenus pédagogiques adaptés à différents niveaux de connaissances
- Participation à l'animation active des sessions de formation et leur évaluation
- Contribuer à la préparation et la réalisation des campagnes de réglage des chaudières et des rapports y afférent.

Qualifications de l'expert-e clé 2

- Formation (2.2.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures/Master/BAC+5) en ingénierie industrielle, énergétique, thermique, électrique, l'EE dans l'industrie ou autres thématiques liées à la gestion de l'énergie dans l'industrie qui font objet de cette mission.
- Langue (2.2.2) : connaissances de niveau C1 *du cadre européen commun de référence (A1-C2)* en Français
- Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 8 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de l'énergie, les systèmes de gestion de l'énergie thermique, la gestion de projets industriels, et autres thématiques liées à l'objet de cette mission
- Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) : 7 ans d'expérience professionnelle dans le diagnostic des chaudières industrielles, les systèmes de gestion de l'énergie thermique, intégration des ER dans l'industrie et autres thématiques liées à la gestion et l'optimisation des chaudières objet de cette mission

- Expérience de direction / de management (2.2.5) : sans objet
- Expérience régionale (2.2.6) : 3 ans d'expérience dans les chaudières industrielles au Maroc
- Expérience de la coopération au développement (2.2.7) : sans objet
- Divers (2.2.8) : Expérience dans la préparation et l'animation des sessions de formation (1 attestation).

Expert·e clé 3 : Expert de modélisation financière

Expert justifiant la capacité pour l'analyse du Coût-Bénéfice afin d'évaluer les coûts d'investissement initial et les économies d'énergie potentielles sur le long terme, le calcul du Retour sur Investissement ROI des mesures d'optimisation et l'analyse de leur Rentabilité, avec une connaissance des différentes options et programmes de financement des projets d'EE et de décarbonation.

Tâches de l'expert·e clé 3

- Contribution à la préparation des modules de formation et des contenus pédagogiques liés à l'analyse économique et financière des mesures d'Efficacité Energétique pour le poste « chaudière ».
- Animation active des sessions de formation relatives à l'analyse économique et financière des mesures d'Efficacité Energétique pour le poste « chaudières » et leur évaluation
- Contribuer à l'élaboration des rapports relatifs aux campagnes de réglage des chaudières, notamment dans la priorisation d'autres actions d'optimisation envisageables avec leur estimation des économies potentielles.

Qualifications de l'expert·e clé 3

- Formation (2.3.1) : Diplôme (diplôme d'études supérieures/BAC+5/Master) en ingénierie, énergie, économie, finance, gestion ou administration de l'entreprise
- Langue (2.3.2) : connaissances de niveau C1 *du cadre européen commun de référence (A1-C2)* en Français
- Expérience professionnelle générale (2.3.3) : 8 ans d'expérience professionnelle dans l'analyse économique et financière des projets industriels ou autres thématiques liées au financement de projets dans l'industrie
- Expérience professionnelle spécifique (2.3.4) : 7 ans d'expérience professionnelle dans l'analyse économique et financière des projets industriels, énergétiques, de décarbonation ou autres thématiques liées au financement de projets verts dans l'industrie.
- Expérience de direction / de management (2.3.5) : sans objet
- Expérience régionale (2.3.6) : 3 ans d'expérience dans l'analyse économique et financière des projets industriels et projets verts au Maroc
- Expérience de la coopération au développement (2.3.7) : sans objet
- Divers (2.3.8) : Expérience dans la préparation et l'animation des sessions de formation (1 attestation).

Compétences relationnelles des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- capacité à travailler en équipe ;
- sens de l'initiative ;
- aptitude à communiquer ;
- compétences socioculturelles ;
- démarche orientée vers les partenaires et les clients et efficacité dans l'action ;
- esprit interdisciplinaire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnités journalières et d'hébergement forfaitaires selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter à l'adresse <https://www.bundesfinanzministerium.de>), à concurrence des plafonds fixés par l'administration fiscale pour le pays considéré.

Les frais correspondant à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement, aux billets d'avion et aux autres frais de transport principal pourront être facturés sur présentation de justificatifs.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2^e classe) ou l'e-mobilité.

Dans la mesure où il n'est pas possible de les éviter, les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La fondation Alliance pour le développement et le climat (en anglais) a publié une liste de normes (en allemand) dont la GIZ recommande l'application.

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre d'expert-e-s	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Chef-fe d'équipe, Expert en efficacité énergétique	1	60		
Expert thermicien	1	54		
Expert modélisation financière	1	20		
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Montant en MAD	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	32	351		Sur la base forfaitaire décrite en annexe
Indemnités journalières réduites pour le pays d'intervention	46	234		Sur la base forfaitaire décrite en annexe
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	46	Jusqu'à 1200		Soit forfait d'hébergement de 400 Dh ou sur présentation de facture dans la limite de 1200 DH (voir annexe)
Transport	Quantité	Montant MAD	Total	Observations
Frais de déplacement (train, voiture particulière) <ul style="list-style-type: none"> (Itinéraire prévisionnel : 3 allers retours Rabat-Agadir et 3 allers-retours Rabat-Marrakech pour les deux experts techniques et 1 aller-retour pour les deux destinations pour expert modélisation financière) 	7000 Km			Déplacements à l'intérieur du pays d'intervention, transfert depuis et à destination de l'aéroport, etc. Le remboursement va être établi sur la base de nombre de kilomètre parcouru par les experts jusqu'à 7000 km (voir annexe)
Autres frais de voyage et de déplacement (4 allers-retours Rabat-Agadir et 4 allers-retours Rabat-Marrakech)	8	300		Frais d'autoroutes
Autres coûts	Quantité	Prix	Total (MAD)	Observations
Rémunération flexible			40 000	Un budget de 40 000 MAD est prévu pour la rémunération flexible. Veuillez indiquer ce budget dans le bordereau de prix.

				<p>Cette rémunération couvrira toute augmentation éventuelle des prestations déjà décrites pendant la durée du contrat.</p> <p>Le recours à l'élément de rémunération flexible requiert l'autorisation écrite préalable de la GIZ.</p>
Infographie			18 000	<p>Un budget de 18 000 MAD est prévu pour couvrir les frais de conception et mise en page infographique pour la Fiche (s) d'étude (s) de cas (environ 5 pages) et le livret technique simplifié (environ 20 pages) prévus dans le cadre du WP3.</p>

Veillez noter que les « perdiems » ne sont pas pris en considération lors d'un jour d'atelier car la GIZ prends en charge les frais de repas de tous les participants, y compris les experts.

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est prévu que la GIZ et/ou ses partenaires assurent les prestations suivantes :

- Fourniture des équipements de mesure, listés plus haut pour la réalisation des campagnes de réglage (voir point page 9).
- Coûts logistiques des sessions de formation (frais d'organisation comme location de salle, frais de repas et des pauses pour les participants, etc).

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en langue française.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV des personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire). Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. Les CV peuvent aussi être rédigés en langue française.

Veillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, voyages, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

8. **Option** (Reconduction des actions de formation et de réglage pour d'autres groupes)

S'il s'avère que les activités de formation et d'accompagnement initialement planifiées pour les trois groupes (50 prestataires et 20 entreprises industrielles) sont exécutées avec succès et qu'il y a besoin de répliquer ces actions de renforcement des compétences et de réglage des chaudières pour un groupe supplémentaire, cette tâche optionnelle a pour objet de permettre la reconduction (en tout ou partie) des activités de formation et d'accompagnement pour un ou plusieurs groupes supplémentaire(s).

Nature et étendue

A l'activation de la tâche optionnelle, le Contractant est responsable de la fourniture des prestations facultatives suivantes au profit du nouvel groupe identifié :

- Préparer et organiser les sessions de formation, en adaptant les supports pédagogiques en fonction des nouveaux groupes et des retours d'expérience issus des formations précédentes (WP1) ;
- Préparer et réaliser les actions de réglage des chaudières (WP2) ;
- Organisation d'un atelier de restitution.

Livrables de la tâche optionnelle

- L4.1 Dossier de formation adapté au nouveau groupe ;
- L4.2 Rapport d'évaluation de la formation
- L4.3 Dossier de la campagne de réglage :
 - Note de préparation de la campagne ;
 - Présentation PPT d'information et sensibilisation à la campagne de réglage, adaptée le cas échéant, sur la base du retour d'expérience de la 1ère édition ;
 - Rapport de diagnostic et des actions d'optimisation réalisés ;
 - Proposition de Plan d'action des actions supplémentaires d'optimisation à réaliser par l'entreprise ;
 - Rapport de synthèse de la campagne de réglage réalisée récapitulant les diagnostics et interventions réalisés, les mesures avant et après intervention et les résultats obtenus.
- L4.4 Dossier de l'atelier de restitution (PPT de présentation et rapport de participation à cet atelier de restitution).

Conditions à remplir

Cette tâche optionnelle sera activée, à la seule discrétion de GIZ, si les activités de formation et d'accompagnement initialement planifiées pour les trois groupes (50 prestataires et 20 entreprises industrielles) sont exécutées avec succès et uniquement si un nouveau groupe est identifié et validé par les parties prenantes, que les ressources financières nécessaires à cette tâche sont disponibles et que les actions inscrites dans cette tâche sont faisables dans la durée du projet PEEM.

La décision d'activer l'option devrait être prise d'ici au 20/09/2025. La validation de l'option ne prolongera pas la durée globale du contrat.

La validation de l'option se fait sur la base des postes de coûts figurant dans l'offre portant sur l'extension du contrat.

Consignes de calcul pour les prestations optionnelles

Jours d'honoraires	Nombre d'experts	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Chef-fe d'équipe, Expert en efficacité énergétique	1	10	10	
Expert thermicien	1	7	7	
<i>Expert modélisation financière</i>	1	5	5	
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Montant MAD	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	14	351		
Indemnités journalières réduites pour le pays d'intervention	10	234		
Indemnité d'hébergement pour le pays d'intervention	19	1200		
Transport	Quantité	Montant MAD	Total	Observations
Vols internationaux				Voyage jusqu'au lieu de la fourniture des prestations
Vols intérieurs				Vols à l'intérieur du pays d'intervention pendant la fourniture des prestations
Compensation des émissions de CO₂ pour les trajets en avion				Il est prévu un budget de compensation des émissions de CO ₂ de euros permettant un décompte sur présentation de justificatifs.
Frais de déplacement (train, voiture particulière)	1800 KM			Déplacements à l'intérieur du pays d'intervention, transfert depuis et à destination de l'aéroport, etc. Le remboursement va être établi sur la base de nombre de kilomètre
<ul style="list-style-type: none"> (Itinéraire prévisionnel : 2 allers retours depuis Rabat dans limite de 300 KM pour les deux experts 				

techniques et 1 aller-retour pour expert modélisation financière)				parcouru par les experts jusqu'à 1800 km
Autres coûts	Quantité	Prix	Total	Observations
Rémunération flexible				Un budget de MAD est prévu pour la rémunération flexible. Veuillez indiquer ce budget dans le bordereau de prix. Le recours à l'élément de rémunération flexible requiert l'autorisation écrite préalable de la GIZ.

Consignes relatives au format de l'offre de l'option

Veuillez renseigner dans le bordereau de prix les deux feuilles de tableau, tant pour la prestation principale que pour la prestation optionnelle.

9. Annexes

Annexe 1 : Frais de voyages et de déplacements

Les taux de perdiem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

- 234,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller & 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh Perdiem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergements, (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- Pour les nuitées il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif, soit choisir le taux de 1200,00 dh max avec présentation de la facture d'hôtel.
- Pour les frais de transport, c'est 2dh / km parcouru sur présentation de feuille de route (Carnet de bord + tickets d'autoroute) ou contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).

Pour la taxe sur la valeur ajouter TVA, merci de noter que :

- L'ensemble de nos paiements se font sur la base du montant HT, sachant que le bureau de la GIZ dispose d'un délai de 4 semaines à partir de la date de dépôt du dossier de facturation complet pour lancer le traitement du paiement.
- Concernant le remboursement du montant de la TVA de la facture, merci de préparer votre facture pro-forma en trois exemplaires avec les lignes explicites des montant Total HT + montant de la TVA + montant Total TTC.
- Ayant la facture pro-forma, nous procédons à la demande d'exonération de la TVA auprès de notre partenaire le « Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable », traitement qui nécessite en minimum un délai de traitement de 30 jours à partir de la date de dépôt de la demande d'exonération.

Dès réception de l'attestation d'exonération de la TVA de la Direction des Impôts, la GIZ s'engage à remettre cette dernière au prestataire dans les plus brefs délais.

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

UO	3600	Intitulé du projet	Date
Responsable de la commission		Appui à l'Efficacité Energétique au Maroc - PEEM	N° du proje 18.2113.1-001.00
Évaluateur-ric		Conception et mise en place d'un programme de renforcement des capacités dans l'efficacité énergétique des chaudières au Maroc	N° du contr
Version			

(1) Critérier	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)
1		Evaluation du concept technique et méthodologique									
1.1		Stratégie									
1.1.1	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.1.2	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.1	7%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2		Coopération									
1.2.1	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2.2	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.2	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3		Structure de pilotage									
1.3.1	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3.2	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.3	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4		Processus									
1.4.1	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4.2	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.4	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5		Apprentissage et innovation									

[Signature]

S.O

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

UO	3600	Intitulé du projet	Date
Responsable de la commission		Appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc - PEEM	N° du proje 18.2113.1-001.00
Évaluateur/rice		Conception et mise en place d'un programme de renforcement des capacités dans l'efficacité énergétique des chaudières au Maroc	N° du contr
Version			

(1) Critérior	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
1.5.1	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5.2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.5	2%		0,0								
1.6	Gestion de projet du contractant										
1.6.1	Approche et méthode de coordination avec/dans le cadre du projet de la GIZ	0%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.2	Plan d'intervention du personnel (qui, quand, à quelles étapes) avec explications et indication des mois d'expert	3%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.3	Concept de soutien technique du contractant (avec CV des personnes chargées du soutien technique et administratif)	0%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.6	3%		0,0								
1.7	Autres exigences	0%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 1	25%		0,0								
2	Évaluation du personnel proposé										
2.1	Expert-e clé 1 : Expert en efficacité énergétique (chef d'équipe)										
2.1.1	- Formation	3%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.2	- Connaissances linguistiques	2%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.3	- Expérience professionnelle générale	8%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.4	- Expérience professionnelle spécifique	8%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.5	- Expérience en management	4%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.6	- Expérience régionale	5%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.7	- Expérience de la CD	0%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.8	- Autres	2%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.1	32%		0,0								
2.2	Expert-e clé 2 : Expert thermicien										
2.2.1	- Formation	3%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.2	- Connaissances linguistiques	2%	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

UO	3600	Intitulé du projet	Date
Responsable de la commission		Appui à l'Efficacité Energétique au Maroc - PEEM	N° du proje 18.2113.1-001.00
Évaluateur-riche		Conception et mise en place d'un programme de renforcement des capacités dans l'efficacité énergétique des chaudières au Maroc	N° du contr
Version			

(1) Critérior	(2) ondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
2.2.3 - Expérience professionnelle générale	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.4 - Expérience professionnelle spécifique	7%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.6 - Expérience régionale	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.8 - Autres	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.2	22%		0,0								
2.3 Expert-e clé 3 : Expert de modélisation financière											
2.3.1 - Formation	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.2 - Connaissances linguistiques	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.3 - Expérience professionnelle générale	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.4 - Expérience professionnelle spécifique	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.6 - Expérience régionale	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.8 - Autres	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.3	21%		0,0								
2.4 Expert-e 4 (conformément aux consignes et aux											
2.4.1 - Formation			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.2 - Connaissances linguistiques			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.3 - Expérience professionnelle générale			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.4 - Expérience professionnelle spécifique			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.5 - Expérience en management			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.6 - Expérience régionale			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.7 - Expérience de la CD			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.8 - Autres			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.4	0%		0,0								
2.5 Expert-e 5 (conformément aux consignes et aux											
2.5.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Handwritten signature and initials.

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

UO	3600	Intitulé du projet	Date
Responsable de la commission		Appui à l'Efficacité Énergétique au Maroc - PEEM	N° du proje 18.2113.1-001.00
Évaluateur-ric		Conception et mise en place d'un programme de renforcement des capacités dans l'efficacité énergétique des chaudières au Maroc	N° du contr:
Version			

(1) Critérieron	(2) ondératio en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								
2.5.5 - Expérience en management	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.6 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.7 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.8 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.5	0%		0,0								
2.6 Pool d'ECD 1 (conformément aux consignes et aux											
2.6.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.5 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.6 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.7 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.6	0%		0,0								
2.7 Pool d'ECD 2 (conformément aux consignes et aux											
2.7.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.5 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.6 - Expérience de la CD	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.7 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.7	0%		0,0								
2.8 Évaluation du personnel proposé pour des postes non prescrits (dans la mesure où les TdR l'autorisent)											
2.8.1 Composition et durées d'intervention suffisantes de l'équipe pour l'exécution des tâches énumérées dans le plan de déroulement et le plan d'intervention du personnel	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.2 Qualification et durées d'intervention suffisantes de l'équipe (expérience professionnelle et expérience spécifique) pour le traitement du thème 1	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.3 Qualification et durées d'intervention suffisantes de l'équipe (expérience professionnelle et expérience spécifique) pour le traitement du thème 2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.8	0%		0,0								
Total 2	75%		0,0								
Total 1 + 2	100%		0,0								
Évaluation en %			0,0								
Rang			1,0								

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

UO	3600	Intitulé du projet	Date
Responsable de la commission		Appui à l'Efficacité Energétique au Maroc - PEEM	N° du projet: 18.2113.1-001.00
Évaluateur-riche		Conception et mise en place d'un programme de renforcement des capacités dans l'efficacité énergétique des chaudières au Maroc	N° du contr:
Version			

(1) Criterion	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)								

Je déclare par la présente que j'ai effectué cette évaluation de manière indépendante, au mieux de mes connaissances et en toute bonne foi. Je traiterai les informations de manière confidentielle et ne transmettrai aucun détail de la procédure d'évaluation en cours.

Date, signature

[Handwritten signature]
S.O